Budget économique prévisionnel 2012

et perspectives de l'économie nationale à l'horizon 2015

Conférence de presse de

Monsieur Ahmed Lahlimi Alami

Haut Commissaire au Plan

Casablanca, le 15 février 2012

Note d’information

L’économie nationale en 2011 et 2012

* Taux de croissance estimé pour 2011 de 4,8% et prévu pour 2012 de 4,1% ;
* Après une hausse de 5% en 2011, la valeur ajoutée du secteur primaire marque de nouveau une baisse de 2,2% en 2012 ;
* Les activités non agricoles maintiendraient leur tendance à la hausse avec une croissance de 4,4% en 2010 ; 4,6% en 2011 et 4,9% en 2012 ;
* Maitrise de l’augmentation du niveau général des prix intérieurs, malgré la hausse des cours des matières importées : 0,7% en 2010 ; 1,3% en 2011 et 2,1% en 2012 ;
* Détérioration croissante des capacités de financement de l’économie, avec un déficit du compte épargne-investissement de 4,3% du PIB en 2010, 6,7% en 2011 et 7,1% en 2012.

Le budget économique prévisionnel 2012 présente une révision des perspectives du budget économique exploratoire publiées au mois de juin 2011. Il s’agit d’une nouvelle estimation de la croissance de l’économie nationale en 2011 et de la révision des perspectives pour 2012 et leurs effets sur les équilibres macroéconomiques internes et externes de l’économie.

L’élaboration de ces prévisions économiques pour 2011 et 2012 se base sur l’évolution de l’environnement international, les résultats des enquêtes trimestrielles et les travaux de suivi et d’analyse de conjoncture menés par le Haut Commissariat au Plan et d’autres départements ministériels et organismes financiers[[1]](#footnote-1) durant le deuxième semestre de 2011.

Les prévisions pour l’année 2012 ont été, également, élaborées sur la base d’un scénario moyen pour la production agricole durant la campagne 2011/2012, tenant compte du volume pluviométrique observé jusqu’au mois de janvier et de sa répartition dans le temps et dans l’espace. Elles se basent, en outre, sur les données telles qu’annoncées de Projet de Loi des Finances pour l’année 2012, notamment les dépenses d’investissement, des salaires du personnel de l’Etat et des subventions des prix à la consommation.

1-L’environnement international

Les perspectives économiques, publiées par les institutions internationales[[2]](#footnote-2) au mois de janvier, sont entourées de grandes incertitudes pour l’économie mondiale, et font ressortir une révision à la baisse de la croissance économique. Celle-ci est établie à 3,8% en 2011 et à 3,3% en 2012 au lieu de 4,5% prévu au printemps 2011. Ce revirement est attribué, principalement, aux répercussions de la crise dans la zone euro et au ralentissement des économies émergentes.

L’accentuation des difficultés de la dette souveraine dans certains pays membres de la zone euro et les craintes de contagion aux autres pays devraient entrainer l’ensemble de la zone dans une nouvelle phase de récession, marquée par une croissance négative d’environ -0,5% en 2012 au lieu de 1,6% enregistrée en 2011.

Cette récession économique devrait, également, entrainer une baisse de la demande européenne adressée aux pays émergents et en développement. Ainsi, et compte tenu de la persistance de l’inflation à un niveau élevé frôlant 7%, ces pays devraient connaitre un léger ralentissement de leur croissance, passant de 6,2% en 2011 à 5,4% en 2012.

L’économie américaine, de son côté, devrait maintenir sa croissance à un rythme modéré de 1,8% en 2012. Cette légère tendance à l’amélioration demeure, toutefois, fragilisée par le resserrement budgétaire, la reprise lente du marché immobilier et la modération de la demande privée. Parallèlement, l’économie nippone devrait renouer avec la croissance en 2012, avec un rythme de 1,7%, après un repli de 0,9% en 2011. Cette évolution serait attribuable, en particulier, à la progression des investissements destinés à la reconstruction[[3]](#footnote-3) et à une légère reprise des exportations, et ce, malgré le ralentissement de la demande étrangère et l’appréciation du yen sur le marché de change.

S’agissant de l’évolution des prix des matières premières, le cours moyen du pétrole brut se maintiendrait à un niveau élevé malgré la modération de la demande mondiale. Il serait de 99 dollars/baril en 2012 au lieu de 104,2 $ en 2011. Toutefois, la hausse des incertitudes sur l’approvisionnement du pétrole, en raison des tensions géostratégiques et politiques marquant le début de 2012, pourrait constituer une source d’inquiétudes pour les pays importateurs et pour l’ensemble de l’économie mondiale.

Le cours moyen des matières premières non énergétiques, quant à lui, devrait enregistrer une baisse de 14% en 2012 après deux hausses successives de 26,3% et 17,7%, respectivement en 2010 et 2011.

2-L’économie nationale en 2011 et 2012

2-1-Estimation de l’évolution de l’économie nationale en 2011

L’économie nationale aurait enregistré une croissance de 4,8% en 2011 au lieu de 3,7% en 2010. Les mesures prises par les pouvoirs publics durant le premier semestre, en réponse aux évolutions contraignantes de l’environnement international, notamment la forte révision à la hausse des dépenses budgétaires de soutien des prix à la consommation et les augmentations des salaires issues de l’accord du dialogue social, ont permis de faire face au ralentissement inattendu de certaines activités économiques, en particuliers les mines et les industries de transformation, ainsi qu’au repli des activités touristiques, notamment la branche « hôtels et restauration ».

Le rythme de croissance économique aurait été supérieur à celui enregistré en 2010. La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) était de 5% au premier trimestre, 4,2% durant le deuxième et 4,8% au troisième trimestre. Ce rythme de croissance aurait atteint 4,7% durant le quatrième trimestre[[4]](#footnote-4).

Pour l’ensemble de l’année 2011, les activités non agricoles auraient enregistré une croissance au même rythme qu’en 2010, de l’ordre de 4,7%. Les secteurs les plus dynamiques sont les postes et télécommunication, le bâtiment et travaux publics, le commerce et les services fournis par les administrations publiques. Les industries de transformation sont en légère amélioration alors que l’activité minière aurait enregistré un net ralentissement par rapport à ses performances de 2010.

Concernant le secteur primaire, la campagne agricole 2010/2011 a enregistré une production céréalière de 84 millions de quintaux, en augmentation de 12% par rapport à 2010. Les autres composantes de l’agriculture et l’élevage ont réalisé de bons résultats, suite aux conditions pluviométriques satisfaisantes durant cette campagne. Néanmoins, le secteur de la pêche maritime aurait connu quelques difficultés en 2011 et sa croissance aurait été modeste. De ce fait, les activités du secteur primaire auraient enregistré une valeur ajoutée en hausse de 5% en 2011 au lieu d’une baisse de 2,1% en 2010, contribuant ainsi pour 0,7 point à la croissance.

Du côté de la demande, la maitrise de l’évolution des prix à la consommation de 0,9% en 2011 aurait amélioré le pouvoir d’achat des ménages et stimuler la demande intérieure, notamment la consommation des ménages. Celle-ci aurait enregistré une croissance de 6,5% en volume au lieu de 2,2% en 2010, contribuant ainsi pour 3,7 points à la croissance du PIB au lieu de 1,3 point en 2010. La consommation des administrations publiques aurait contribué de 0,3 point de croissance en 2011. De son côté, la formation brute du capital fixe aurait augmenté de 4,5%, contribuant ainsi pour 1,4 point à la croissance économique. La variation des stocks, en recul en 2011, aurait dégagé une contribution négative à la croissance, d’environ 0,6 point.

Les échanges extérieurs de biens et services en volume sont marqués par une évolution plus rapide des exportations que les importations. Les exportations se sont accrues de 7,8% en 2011 contre une hausse de 6% pour les importations. La demande extérieure nette aurait ainsi dégagé une contribution nulle à la croissance du PIB, après une forte contribution de 3,4 point en 2010.

Toutefois, en prenant en considération l’évolution des prix, les échanges extérieurs auraient connu une accentuation du déficit en ressources. Celui-ci est passé de 10,7% du PIB en 2010 à 13,8% en 2011. Les exportations de biens et services en valeur sont en augmentation de 10,6% alors que les importations se sont accrues de 15,8%, attribuable, essentiellement, au dynamisme de la demande intérieure et au renchérissement des prix des matières premières sur les marchés internationaux.

Au plan de financement de l’économie, l’amélioration de la consommation finale nationale a été plus forte que celle du PIB, induisant ainsi un recul de l’épargne intérieure de 2,2 points en pourcentage du PIB, pour se situer à 23% en 2011 au lieu de 25,2% en 2010. Et malgré une hausse des revenus nets en provenance du reste du monde d’environ 10%, le taux d’épargne nationale s’est établi à 28,8% en 2011au lieu de 30,8% du PIB en 2010. L’investissement brut (composé de la formation brute de capital fixe (FBCF) et de la variation des stocks) est en légère hausse, pour représenter 35,5% du PIB au lieu de 35,1% en 2010. Par conséquent, le compte épargne-investissement aurait dégagé une accentuation du déficit de financement, se situant à 6,6% du PIB au lieu de 4,3% en 2010.

Les finances publiques, de leur côté, auraient été marquées en 2011, selon l’exécution budgétaire, par une augmentation des besoins de financement, représentant 6,1% du PIB au lieu de 3,7% en 2010. Les dépenses courantes ont atteint 23,9% du PIB au lieu de 19,8% en 2010, sous l’effet de l’accroissement substantiel des charges de la compensation et des dépenses supplémentaires induites par la hausse des salaires. Parallèlement, les recettes courantes, en hausse également, ont atteint 21,7% du PIB au lieu de 21% en 2010. Il en découle, de ce fait, un déficit du solde courant de 0,3% du PIB au lieu d’un excédent budgétaire de 2,9% du PIB en 2010. Les dépenses d’investissement des administrations publiques se sont maintenues à un niveau élevé de 6,2% du PIB.

Le secteur monétaire a, quant à lui, enregistre une hausse de la masse monétaire de 6,9% en 2011 après celle de 4,8% en 2010. Cette modeste évolution s’explique en partie par la baisse considérable des avoirs extérieurs nets de 12,4%, s’établissant à 168,8 milliards de dirhams et ne représentant que 5,1 mois d’importations des biens et services en 2011 au lieu de 8 mois en moyenne de la période 2006-2010. De même, les crédits à l’économie n’ont augmenté que de 10,3% au lieu de 22,4% en moyenne annuelle de la période 2006-2009. Alors que les créances sur le trésor se sont accrues de 25,1%, mettant ainsi en exergue le financement monétaire des besoins du Trésor.

2-2- Situation économique prévue en 2012

Les perspectives économiques pour l’année 2012 ont été élaborées sur la base d’un ensemble d’hypothèses ayant trait à l’évolution de l’environnement international et à la situation économique intérieure.

Ainsi, la demande mondiale adressée au Maroc serait en ralentissement en 2012 et n’augmenterait que de 2,1% au lieu de 5,6% en 2011. Le cours moyen de pétrole est prévu à 99 dollars/baril au lieu de 104,2 dollars en 2011, celui des matières premières non énergétiques serait en baisse d’environ 14% et la parité euro-dollar se situerait à 1,36. Il est supposé, par ailleurs, une stabilité des recettes du tourisme international et des transferts des MRE à leurs niveaux de 2011 et une légère reprise des investissements directs étrangers de 10% après leur forte baisse de 37,2% en 2011.

Pour ce qui est des facteurs liés aux conditions économiques intérieures, les hypothèses retenues supposent une production céréalière ne dépassant pas 60 millions de quintaux et intègrent les dispositions annoncées dans le Projet de loi de Finance 2012 en matière des dépenses de fonctionnement et d’investissement.

Dans ce contexte, l’économie nationale devrait enregistrer un ralentissement de sa croissance en 2012, pour s’établir à 4,1% au lieu de 4,8% en 2011.

Le secteur secondaire (mines, énergie, industries de transformation et bâtiment et travaux publics) devrait connaitre une légère décélération de sa croissance, passant de 4,7% en 2011 à 4,3% en 2012. Le secteur tertiaire (services marchands et services des administrations publiques), profitant de l'embellie que connaissent certains services marchands, à l’exception du tourisme qui traverse une période difficile durant cette année, devrait progresser de 5,2% au lieu de 4,5% en 2011.

Le secteur primaire, quant à lui, et sous l’hypothèse retenue pour la production des principales cultures céréalières, devrait dégager une valeur ajoutée en baisse de 2,2%. Il convient de noter que les conditions climatiques, observées jusqu’au mois de janvier, ont été caractérisées par un recul des précipitations d’environ 27% par rapport à la même période de l’année précédente.

Par ailleurs, la demande intérieure devrait continuer de tirer la croissance économique nationale. La consommation des ménages s’accroitrait de 5% en volume, celle des administrations publiques de 2% et la formation brute de capital fixe (FBCF) de 6%. Ainsi, la contribution de la demande intérieure demeurerait globalement élevée, avec 5,4 points de croissance en 2012 au lieu de 4,8 points en 2011. Elle continuerait, ainsi, de bénéficier du soutien budgétaire des prix à la consommation et l’inflation devrait se situer à près de 2,1% en 2012 au lieu de 1,3% en 2011.

Quant aux échanges extérieurs de biens et services, ils dégageraient de nouveau une contribution négative à la croissance du PIB, d’environ 1,3 point, notamment en raison de l’ampleur des importations stimulées par l’effet multiplicateur de la demande intérieure.

Dans ces conditions, au plan de financement de l’économie, le déficit en ressources (échanges de biens et services en valeur) serait encore en accentuation, pour se situer à près de 14,8% du PIB en 2012 au lieu de 13,8% en 2011. Cette évolution reflète également la détérioration du taux de couverture des importations des biens et services par les exportations. Ce ratio, qui représentait environ 80% à la veille de 2007, se situerait à près de 73% en 2012.

La consommation finale nationale, de son côté, s’accroitrait à un rythme moins rapide que celui du PIB nominal, dégageant ainsi une légère amélioration de l’épargne intérieure, de 23% du PIB en 2011 à 23,6% en 2012. Tenant compte des revenus nets en provenance du reste du Monde, représentant 6,3% du PIB, le taux d’épargne nationale connaitrait une légère amélioration, pour se situer à 29,9% en 2012. Toutefois, les investissements continueraient leur tendance à la hausse, et devraient représenter (y compris la variation des stocks) 37% du PIB, exerçant ainsi plus de pression sur les capacités de financement de l’économie. Les besoins de financement de l’économie nationale atteindraient 7,1% du PIB en 2012 au lieu de 6,6% en 2011.

3-Au terme de ces perspectives économiques pour 2012 : Quelle soutenabilité pour un modèle de croissance économique tiré par la demande intérieure ?

Le modèle de croissance économique nationale, tiré par la demande intérieure depuis le début de la décennie 2000, commence à présenter des signes d’essoufflement en matière de soutenabilité de son financement. A défaut d’une offre nationale exportable évoluant à un rythme suffisant pour limiter le déficit de la balance commerciale, la demande intérieure en tant que moteur de la croissance a tendance à creuser depuis 2007 les déficits internes et externes du pays.

En effet, depuis cette date, le compte courant de la balance des paiements, après plusieurs années d’excédent, a accusé pour la première fois, en 2007, un solde négatif (de 0,1% du PIB) et s’était creusé depuis lors pour atteindre 6,6% en 2011. Les contres performances des exportations, conjuguées à l’accélération des importations (fuite vers l’extérieur des effets du dynamisme de la demande intérieure), se sont traduites par une accentuation du déficit des échanges extérieurs nets, passant de 6,7% du PIB en 2006 à près de 14% en 2011. De même, le taux de couverture des importations de biens et services par les exportations est passé de 83,1% à 71% durant cette période.

Certes, les recettes fiscales exceptionnelles, les bonnes années agricoles et l'amélioration conjoncturelle des exportations ont permis d'apaiser les tensions sur les équilibres macroéconomiques ces dernières années. Mais les vulnérabilités structurelles liées à la faible productivité de l’investissement et à la faible diversification du tissu productif constituent des limites pour notre modèle de croissance. Elles constituent les principales contraintes à l’amélioration de la balance des échanges extérieurs et réduisent ainsi les marges de manœuvre de l’économie nationale pour tirer profit de son ouverture sur le reste du monde.

La question qui se pose pour le Maroc est celle de la problématique de financement de l’économie qui doit être ainsi au cœur des préoccupations de notre pays. La capacité de financement de l’économie s’est détériorée étant donné que le taux de couverture des investissements par l’épargne, qui représentait plus de 109% en 2006, ne dépasse pas aujourd’hui 80%.

Le HCP dans le cadre de ses travaux sur la trajectoire de la réalisation des objectifs du millénaire à l’horizon 2015, a élaboré des perspectives économiques nationales pour analyser la soutenabilté du présent modèle de croissance à moyen terme. Trois scénarios sont établis à cet effet :

* Scénario de référence qui se situe dans le prolongement des tendances passées et des stratégies annoncées ;
* Scénario où l’environnement international évoluerait dans une direction plus contraignante pour l’économie nationale ;
* Scénario de rééquilibrage du modèle de développement

Scénario de référence :

Ce scénario prend en considération le coût global des investissements programmés dans le cadre des stratégies sectorielles annoncées, soit approximativement 300 milliards de DH durant la période 2011-2015 (avec une moyenne annuelle de 60 milliards de DH). Il intègre également les effets de la revalorisation des salaires dans le cadre du dialogue social sur les dépenses de fonctionnement.

Les autres hypothèses retenues supposent :

* le maintien des taux apparents de la fiscalité par rapport au PIB ;
* Une légère baisse du rapport des droits de douane par rapport aux importations;
* Un ratio fixe entre les impôts indirects et autres recettes par rapport au PIB ;
* L’accroissent des dépenses de fonctionnement à leur rythme tendanciel observé entre 2005 et 2011 ;
* Les transferts reçus de l’extérieur (revenus des investissements et transferts) se maintiendraient à près de 7,5% du PIB en moyenne annuelle à l’horizon 2015.
* Le prix du pétrole est supposé être aux alentours d’une moyenne annuelle de 100$ le baril et les taux d’intérêts à l’échelle internationale ne connaitraient pas de changements significatifs.
* Les IDE représenteraient 3% du PIB ;

Dans ce cadre, la croissance économique prévisible serait en moyenne de 5,5% par an à l’horizon 2015, au lieu de 4,8% actuellement. En effet, le taux d’investissement devrait se situer à 36% du PIB en 2015. La consommation finale des ménages devrait continuer à s’inscrire dans son sentier ascendant, avec un rythme de croissance de 5,2% en moyenne annuelle, et celle des administrations publiques enregistrerait une croissance moyenne de 4,2% par an.

Au niveau des échanges extérieurs, les importations des biens et services en volume, sous l’effet de la poursuite du dynamisme de la demande intérieure, s’accroîtraient de 5,6% en moyenne annuelle. Parallèlement, les exportations, en légère amélioration, enregistreraient un taux de croissance de 5,7%. Malgré cette accélération du rythme de croissance des exportations par rapport aux importations, leurs termes d’échange seraient en détérioration et le déficit en ressources serait en conséquence de 14,2% du PIB en moyenne annuelle durant la période 2011-2015.

En ce qui concerne le financement de l’économie, l'augmentation des dépenses publiques (de fonctionnement et d’investissement), conjuguée à un ralentissement anticipé de l’amélioration des recettes fiscales, aggraverait davantage le déficit budgétaire. Celui-ci serait de l’ordre de 6,3% en 2015, soit l’équivalent de presque 70 milliards de DH au lieu de 50 milliards en 2011. Dans ces conditions, l’endettement public direct total s’accroitrait de prés de 7 points en pourcentage du PIB, pour atteindre près de 60% en 2015 (soit un encours de la dette publique directe totale de près de 656 milliards de dirhams en 2015).

Sur le registre des finances extérieures, le maintien des transferts à leur rythme tendanciel par rapport au PIB, face à une sortie de revenus des investissements nets en augmentation, ne permettrait pas de compenser l’accentuation du déficit en ressources. Le solde courant de la balance des paiements continuerait sa détérioration pour passer d’un déficit de 6,6% du PIB en 2011 à 8,5% en 2015. Pour couvrir ce déficit, et sur la base de l’hypothèse retenue pour les IDE d’un montant de 3% du PIB, le niveau de la dette extérieure atteindrait 37,1% du PIB en 2015. Cette évolution impacterait le niveau des réserves de change qui devraient représenter 3,8 mois d’importations de biens et services en 2015.

Scénario sous contrainte d’un contexte international plus difficile

La situation macroéconomique risque de s'aggraver davantage par rapport au scénario de référence si l’environnement international devenait plus contraignant pour l’économie marocaine. Nous prenons ici l’hypothèse où les cours du pétrole atteindraient 150 dollars/baril et où les taux d’intérêt sur le marché international reprendraient leur trajectoire ascendante pour se situer à près de 6%, sous l’effet de l’ampleur des dettes souveraines de pays importants de la Zone Euro et des incertitudes sur leur solvabilité.

Dans ce scénario, le déficit budgétaire global risquerait d’atteindre un niveau insoutenable, de l’ordre de 8,9% du PIB en 2015, et le déficit du compte courant extérieur 10% du PIB. Ceci remettrait en cause la solvabilité des finances extérieures et affecterait l’attractivité du Maroc au niveau des marchés internationaux de capitaux.

Scénario de rééquilibrage

Cette situation n’est pas fatale. Avec l’évolution que connait son paysage institutionnel et politique, le Maroc est d’autant plus armé pour approfondir les réformes de structure au plan économique et social afin d’assurer à sa croissance économique plus de force et de durabilité, tout en consolidant sa cohésion sociale.

L’incitation à une plus grande contribution du secteur privé, notamment national, à la réalisation des grands chantiers programmés aux niveaux national, sectoriel et régional, aurait un double effet sur le budget de l’Etat, en termes d’allègement du poids des dépenses budgétaires et d’amélioration des recettes publiques.

Selon nos travaux, cette évolution améliorerait la productivité totale des facteurs de près d’un point. Les exportations s’accroitraient de 6,5% par an au lieu de 5,7% dans le scénario de référence. Le taux d’investissement resterait aux alentours de 34,8% du PIB en moyenne durant la période 2011-2015, mais avec une meilleure contribution des investissements privés, notamment, les investissements directs étrangers qui atteindraient 5,1% du PIB à l’horizon 2015.

La croissance économique serait ainsi d’environ 5,8% par an entre 2011 et 2015 au lieu de 5,5%. En outre, le déficit budgétaire et le déficit courant de la balance des paiements se situeraient respectivement à près de 3,7% et 4,2% du PIB en 2015.

Budget économique Prévisionnel 2012

---------

EVOLUTION DU PRODUIT INTERIEUR BRUT

 En volume selon les prix de l’année précédente (En %)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  Rubriques | 2009 | 2010 | 2011\* | 2012\*\* |
| * Valeur ajoutée du secteur Primaire……..
* Valeurs ajoutées non agricoles(VAna).....
* Secteur Secondaire………………
* Secteur tertiaire…..……………...
 | 28,90,7-4,73,6 | -2,14,46,43,3 | 5,04,64,74,5 | -2,24,94,35,2 |
| Valeur ajoutée totale……………………… | 4,8 | 3,3 | 4,6 | 3,8 |
| Impôts et taxes sur produits nets de subventions (ITS)…………………………. | 4,6 | 6,7 | 5,9 | 7,6 |
| PIB non agricole .......................................... | 1,1 | 4,7 | 4,7 | 5,2 |
| PIB en volume…………………….. | 4,8 | 3,7 | 4,8 | 4,1 |
| Variation du prix implicite du PIB | 1,5 | 0,7 | 1,3 | 2,1 |

 (\*) : Estimation pour 2011 (\*\*) : Prévision établies par le Haut Commissariat au Plan pour 2012.

Equilibre Ressources-Emplois en volume

et autres indicateurs macroéconomiques

Variation en %

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 2012\*\* | 2011\* | 2010 | 2009 | RUBRIQUES |
| 4,1 | 4,8 | 3,7 | 4,8 | PIB………………… |
| 4,3 | 5,3 | 1,5 | 6,3 | Consommation finale, dont: |
| 5,0 | 6,5 | 2,2 | 4,6 |  -Ménages résidents……  |
| 2,0 | 1,5 | -0,9 | 12,1 |  -Administrations publiques... |
| 6,0 | 4,5 | -0,7 | 2,6 | FBCF……………… |
| 5,0 | 7,8 | 19,1 | -16,1 | Exportations de biens et services………… |
| 6,4 | 6,0 | 18,1 | -5,4 | Importations de biens et services……………… |
|  |  |  |  |  |
| -14,823,6 | -13,823,0 | -10,725,2 | -12,324,7 | Déficit en Ressources (en % du PIB………………………………Epargne intérieure en % du PIB)…………………………. |
| 29,937,0-7,1 | 28,835,5-6,7 | 30,835,1-4,3 | 30,235,6-5,4 | Epargne nationale en % du PIBInvestissement brut en % du PIBBesoin de financement de l’économie (en % du PIB)……… |

 NB : -Variations en % aux prix de l’année précédente. Et ratios en % du PIB courant.

 - (\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2012

Equilibre Ressources-Emplois

Aux prix courants

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| 2012\*\* | 2011\* | 2010 | 2009 | RUBRIQUES |
| 8640586,5 | 8110656,1 | 7643024,3 | 7324496,3 | PIB………………… |
| 6601365,8% | 6241259,2% | 5716533,6% | 5518586,4% | Consommation finale, dont : |
| 5127836,5% | 48148710,0% | 4377154,6% | 4184614,5% |  -Ménages résidents…… |
| 1473533,3% | 1426396,5% | 1339380,4% | 13339712,9% |  -Administrations publiques. |
| 2721477,5%47413 | 2531608,0%34697 | 2344073,6%34027 | 226177-0,6%34898 | FBCF…………………Variation des stocks………. |
| 2967756,3% | 27906410,6% | 25222320,0% | 210241-18,6% | Exportations de biens et services………………… |
| 4124128,5% | 37998015,8% | 32800812,8% | 290725-17,0% | Importations de biens et services………………… |

 NB : - Valeurs en millions de dirhams courants. -Variations en %.

 - (\*) : Estimations et (\*\*) : Prévisions établies par le Haut Commissariat au Plan. Janvier 2012.

1. Ministère de l’économie et des Finances, Bank-AlMaghrib, Office de Changes [↑](#footnote-ref-1)
2. En particulier le FMI, l’OCDE, la Banque Mondiale et la Commission Européenne [↑](#footnote-ref-2)
3. Il s’agit de la reconstruction des infrastructures détruites par le séisme et le tsunami de mars 2011. [↑](#footnote-ref-3)
4. Selon l’Institut National d’Analyse de la Conjoncture INAC relevant du HCP. [↑](#footnote-ref-4)